

AVIS SUR LE PROJET D'INSTRUMENT INTERNATIONAL JURIDIQUEMENT CONTRAIGNANT SUR LES SOCIÉTÉS TRANSNATIO- NALES ET AUTRES ENTREPRISES ET LES DROITS DE L'HOMME

15 OCTOBRE 2019



L'Avis sur le projet d'instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'Homme a été adopté lors de l'Assemblée plénière du 15 octobre 2019 (à l'unanimité).

Table des matières

Résumé	3
Introduction	4
Préciser le champ d'application et les définitions de l'instrument	7
Renforcer le devoir de vigilance	9
Remédier aux dénis de justice	10
Articuler l'instrument avec le droit international positif	14
Favoriser la mise en œuvre de l'instrument	15
Annexe 1 : Liste des personnes auditionnées	19
Annexe 2 : <i>Legally binding instrument to regulate, in international human rights law, the activities of transnational corporations and other business enterprises, OEIGWG Chairmanship revised draft 16.7.2019</i>	20

Résumé

Engagée de longue date sur la thématique « Entreprises et droits de l'Homme », la Commission nationale consultative des droits de l'homme suit de près les travaux menés depuis cinq ans par le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies pour élaborer un « instrument international juridiquement contraignant » dans ce domaine. Elle a examiné la version révisée du projet d'instrument, dans le fil de sa déclaration du 2 octobre 2018 sur la version dite « zéro ».

La Commission salue l'élargissement du champ d'application de l'instrument à toutes les activités des entreprises, au-delà des seules activités transnationales. Elle se félicite de la référence expresse aux *Principes directeurs des Nations unies relatifs aux droits de l'Homme et aux entreprises* (Principes Ruggie), ainsi qu'aux instruments internationaux des droits de l'Homme afin d'assurer la cohérence du droit international. Elle note les améliorations apportées aux dispositions ayant trait aux différentes formes de responsabilité, mais souligne l'importance de distinguer davantage les responsabilités civile, administrative et pénale. Elle salue le rôle central accordé au devoir de vigilance, mais considère comme essentiel de mieux combiner la prévention et la réparation.

En outre, malgré des avancées certaines, d'importantes lacunes subsistent, signalées dans le présent avis. La CNCDH recommande que la France, en lien avec ses partenaires européens, joue un rôle moteur lors de la cinquième session du groupe de travail intergouvernemental.

La Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) salue la publication d'un projet révisé d'instrument juridiquement contraignant¹ sur les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales en matière de droits de l'Homme par le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée (OEIGWG), le 16 juillet 2019². Elle regrette toutefois à nouveau que ce projet révisé n'ait pas été traduit dans les six langues officielles des Nations unies³ et ne peut qu'insister sur le fait que l'absence de traduction constitue un obstacle à l'accessibilité, la compréhension et à l'appropriation de l'instrument par les États ainsi que l'ensemble des parties prenantes susceptibles d'être concernées (dont les entreprises, les syndicats, la société civile, les victimes de violation de leurs droits par une entreprise)⁴.

Engagée depuis plus de deux décennies sur la thématique « Entreprises et droits de l'Homme »⁵ et rapporteur national indépendant sur la mise en œuvre du Plan national d'action pour la mise en œuvre des Principes directeurs des Nations unies relatifs aux droits de l'Homme et entreprises de la France depuis 2017⁶, la Commission suit les travaux

1. La forme de cet instrument juridiquement contraignant (hard law) sera précisée en cours de négociations (pacte, convention, traité, etc.).

2. Cf. l'annexe 2.

3. La CNCDH remercie l'Organisation internationale de la Francophonie d'avoir fait circuler une traduction de courtoisie du projet révisé de l'instrument international juridiquement contraignant en français.

4. La CNCDH avait formulé ce regret dans sa déclaration du 2 octobre 2018 (CNCDH, *Déclaration sur l'adoption d'un instrument international contraignant sur les entreprises et les droits de l'Homme*, Assemblée plénière du 5 octobre 2018, JORF n°0238 du 14 octobre 2018, texte n° 100, disponible sous www.cncdh.fr/fr/publications/declaration-sur-ladoption-dun-instrument-international-contraignant-sur-les-entreprises) et dans sa contribution du 29 avril 2019 (CNCDH, *Contribution au projet de traité contraignant sur les entreprises et les droits de l'Homme*, adoptée le 29 avril 2019, disponible sous www.cncdh.fr/fr/actualite/contribution-au-projet-de-traité-contraignant-sur-les-entreprises-et-les-droits-de-lhomme-0).

5. Suivi des travaux de l'ancienne Sous-Commission des droits de l'Homme des Nations unies ; Études réalisées par Olivier Maurel pour la CNCDH, *La responsabilité des entreprises en matière de droits de l'Homme, Volume I – Nouveaux enjeux, nouveaux rôles* ; Volume II – *État des lieux et perspectives d'action publique*, La Documentation française, 2008 et 2009, disponibles sous www.cncdh.fr/sites/default/files/etude_responsabilite_des_entreprises_vol_1.pdf et www.cncdh.fr/sites/default/files/etude_responsabilite_des_entreprises_vol_2.pdf ; CNCDH, *Avis sur les enjeux de l'application par la France des Principes directeurs des Nations unies*, Assemblée plénière du 24 octobre 2013, JORF n°0266 du 16 novembre 2013, texte n°56, disponible sous www.cncdh.fr/fr/publications/entreprises-et-droits-de-lhomme, rendu sur saisine du gouvernement ; CNCDH, *Avis sur les accords internationaux de commerce et d'investissement : Ne sacrifions pas les droits de l'Homme aux intérêts commerciaux - l'exemple du CETA*, Assemblée plénière du 15 décembre 2016, JORF n°0056 du 7 mars 2017, texte n°65, disponible sous www.cncdh.fr/fr/publications/ne-sacrifions-pas-les-droits-de-lhomme-aux-interets-commerciaux-avis-sur-le-ceta-et-les. La CNCDH a également participé aux travaux de la Plateforme RSE (responsabilité sociétale des entreprises) en vue de l'élaboration d'un plan national d'action : *Avis de la Plateforme RSE sur le Plan national d'action d'application des Principes directeurs des Nations unies pour les droits de l'Homme et les entreprises*, France Stratégie, La Documentation française, décembre 2016, 86 p., disponible sous www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/174000024.pdf.

6 Le Plan national d'action pour la mise en œuvre des principes directeurs des Nations unies relatifs aux droits de l'Homme et aux entreprises de la France a confié à la Commission « [la mission d'assurer] le suivi et l'évaluation du Plan national d'action [...] et des résultats des actions engagées », 26 avril 2017, p. 6, disponible sous www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/3_-_pnadh_fr_version_finale_bandeau_cleobe656.pdf ; Conseil des droits de l'Homme, Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme : mise en œuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer » des Nations unies, 21 mars 2011, A/HRC/17/31, disponible sous : www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/A.HRC.17.31_fr.pdf

préparatoires de près. Elle a adopté une déclaration le 2 octobre 2018 sur la version antérieure du projet d'instrument (dite « version zéro »)⁷, suivie d'une contribution au Groupe de travail intergouvernemental, rendue publique le 29 avril 2019⁸.

La Commission réitère son appui aux négociations pour un instrument juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales en matière de droits de l'Homme. Cet instrument peut constituer une avancée pour le processus de responsabilisation des entreprises dans ce domaine. Il compléterait utilement les instruments internationaux, notamment ceux adoptés au sein des Nations unies, de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)⁹. Leur développement a permis d'inciter les États à mieux encadrer les activités des entreprises pouvant avoir un impact sur les droits de l'Homme et d'encourager les bonnes pratiques des entreprises. Toutefois, un instrument international juridiquement contraignant reste nécessaire afin de garantir une protection plus efficace des droits de l'Homme, en renforçant la prévention des violations commises par les entreprises et en améliorant l'accès des victimes à des procédures de réparation¹⁰. Son adoption à l'échelle universelle contribuerait également à une harmonisation des obligations qui pèsent déjà sur certaines entreprises en vertu du droit de l'Union européenne, favorisant ainsi une plus grande sécurité juridique et évitant la concurrence déloyale entre entreprises soumises à des obligations trop inégales. La CNCDH insiste sur la complémentarité entre cet instrument juridiquement contraignant et les autres normes sur les entreprises et les droits de l'Homme, qu'il vient consolider¹¹. Cette complémentarité doit être cohérente et contribuer à une protection plus efficace des droits de l'Homme.

Plusieurs des recommandations exprimées dans ses déclaration et contribution¹² à propos de la « version zéro » ont été prises en compte dans le projet d'instrument publié en juillet 2019, ce dont la Commission se félicite. Ainsi, sa structure générale a gagné en clarté et son champ d'application a été élargi. De même, le préambule renvoie aux principaux instruments internationaux des droits de l'Homme¹³ et fait une référence expresse aux

7. Open-ended intergovernmental Working Group on transnational Corporations and other business Enterprises with respect to Human Rights, 4^{ème} session, 16 juillet 2018, disponible sous www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/WGTransCorp/Session3/DraftLBI.pdf.

8. *Op. cit.*, note 4.

9. Parmi lesquels : OIT, *Déclaration tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale* de l'OIT, 5^{ème} édition, mars 2017, disponible sous www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_124923.pdf ; OCDE, *Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales*, 2011, Éditions OCDE, disponible sous www.oecd.org/fr/daf/inv/mne/2011102-fr.pdf.

10. En ce sens : CNCDH, *Déclaration sur l'adoption d'un instrument international contraignant sur les entreprises et les droits de l'Homme*, 2 octobre 2018, *op. cit.* , note 4 ; voir également la *Déclaration d'ENNHRI sur les négociations sur l'instrument juridiquement contraignant sur les entreprises et les droits de l'Homme*, 12 octobre 2018, disponible sous www.ennhri.org/IMG/pdf/ennhri_statement_on_zero_draft.pdf.

11. La CNCDH a déjà eu l'occasion de s'exprimer sur l'absence de concurrence entre les deux démarches : *op. cit.*, note 4.

12. *Op. cit.*, note 4.

13. La Commission note que certaines références sont sélectives, telles que celles aux neuf principaux instruments relatifs aux droits de l'Homme adoptés par les Nations unies, qui semble exclure les traités n'ayant pas prévu d'organe conventionnel pour leur suivi.

Principes directeurs des Nations unies relatifs aux droits de l'Homme et entreprises, dits Principes Ruggie¹⁴. Pour autant, la rédaction mérite d'être perfectionnée tant sur le fond que sur la forme. En outre, des sujets de préoccupations et des lacunes demeurent. Sans que l'avis n'ait vocation à présenter une analyse exhaustive du projet révisé d'instrument juridiquement contraignant, la Commission souhaite attirer l'attention sur certains points.

Préciser le champ d'application et les définitions de l'instrument

La Commission accueille avec satisfaction l'élargissement du champ d'application du projet révisé d'instrument juridiquement contraignant. Ne se cantonnant plus uniquement aux activités des entreprises transnationales, il s'applique à celles de toutes les entreprises¹⁵. La Commission salue cette ouverture, qui s'accompagne de la nécessité pour les États d'accompagner les entreprises, en particulier les petites et moyennes (PME)¹⁶, dans l'évolution de leurs « modèles d'affaires » (« business model ») afin de prendre en compte les enjeux sociaux et environnementaux. De même, la nouvelle formulation du projet d'instrument n'exclut plus les activités publiques de son champ d'application¹⁷.

La Commission se félicite également de la définition large des relations contractuelles qui fait référence aux activités menées notamment par l'intermédiaire des sociétés affiliées, filiales, agents ou fournisseurs (article 1§4). Elle recommande toutefois que l'expression de « relations d'affaires » (« business relationship ») soit préférée, car celle de « relations contractuelles » risque fortement d'être interprétée de façon restrictive. De plus, cette terminologie s'inscrirait en cohérence avec celle du droit international positif, avec laquelle les États et les entreprises sont déjà familiers¹⁸. Le projet d'instrument gagnerait ainsi en

14. *Op. cit.*, note 6.

15. Cf. article 3 du projet d'instrument sur le champ d'application. Cet élargissement est également indiqué dès son intitulé, qui vise les entreprises transnationales ainsi que les autres entreprises commerciales.

16. Au stade actuel, l'article 5§6 du projet révisé d'instrument prévoit que les États parties peuvent prendre des mesures pour faciliter le respect des exigences prévues par cet article par les PME pour éviter de créer des charges supplémentaires excessives. Il fait ainsi écho aux principes 14 et 17 des Principes directeurs des Nations unies, *op. cit.*, note 6. Le principe 14 énonce que « [l]a portée et la complexité des moyens par lesquels les entreprises s'acquittent [de leur responsabilité de respecter les droits de l'Homme] peuvent varier selon [leur taille, secteur, cadre de fonctionnement régime de propriété ou leur structure] et la gravité des incidences négatives sur les droits de l'[H]omme ». De même, le principe 17 reconnaît que la diligence raisonnable en matière de droits de l'Homme sera « plus ou moins complexe suivant la taille de l'entreprise commerciale », ainsi que « le risque qu'elle présente de graves incidences sur les droits de l'homme, et la nature et le cadre de ses activités » (b).

17. La définition des activités commerciales ne fait plus référence aux activités économiques à but lucratif (« for-profit economic activity », article 4§2 de la version dite « zéro », *op. cit.*, note 7), mais couvre toute activité économique des sociétés transnationales et autres entreprises, toute activité productive ou commerciale entreprise par une personne physique ou morale (article 1§3 du projet révisé de l'instrument). Cette formulation est davantage conforme au principe 4 des Principes Ruggie, *op. cit.*, note 6.

18. Les Principes de l'OCDE emploient la notion de « relation d'affaires » ; les Principes Ruggie (principe 17) et la Déclaration tripartite de l'OIT celle de « relations commerciales » – notions traduites en anglais par « business relationship », *op. cit.*, notes 6 et 9. Pour de plus amples explications, voir notamment OCDE, Guide OCDE sur le

lisibilité. Cela permettrait en outre de s'assurer que les rapports entre les sociétés mères et leurs filiales ne soient pas exclues¹⁹

La CNCDH salue par ailleurs l'attention spécifique portée aux activités menées par les entreprises dans les zones touchées par un conflit ou territoires occupés²⁰

En outre, c'est une conception systémique des droits de l'Homme qui est retenue²¹. Le projet d'instrument « vise tous les droits de l'Homme »²² et mentionne notamment les droits environnementaux (article 1§2)²³. Cette conception est conforme à l'approche fondée sur les droits de l'Homme préconisée par la CNCDH, qui repose sur leur universalité, leur indivisibilité et leur interdépendance²⁴.

Toutefois, certaines définitions méritent d'être précisées afin de clarifier l'étendue du champ d'application du projet révisé d'instrument. En particulier, la distinction entre « violations » et « abus » des droits de l'Homme commis dans le contexte d'activités des entreprises (article 1§2) mériterait d'être explicitée. En outre, la définition de victime (article 1§1) devrait être précisée. À cet égard, la Commission recommande que la notion de « proches » (« relatives ») soit préférée à celle de « famille immédiate » ou « personnes à charge de la victime directe »²⁵.

Enfin, la CNCDH considère que c'est dans le corps de l'instrument que doit être mentionné le rôle des syndicats et des acteurs de la société civile dans la promotion et la protection de

devoir de diligence pour une conduite responsable des entreprises, 2018, disponible sous www.oecd.org/fr/daf/inv/mne/Guide-OCDE-sur-le-devoir-de-diligence-pour-une-conduite-responsable-des-entreprises.pdf.

19. Audition d'Olivier De Schutter, 16 septembre 2019.

20. Articles 5§3 e) et 14§3 du projet révisé d'instrument. Ces précisions s'inscrivent dans le droit fil des Principes Ruggie (principe 7), *op. cit.*, note 6. La CNCDH avait ainsi recommandé à la France de prévoir un encadrement légal renforcé des activités des entreprises françaises concernant certaines zones, secteurs ou produits à risques : CNCDH, *Avis sur les enjeux de l'application par la France des Principes directeurs des Nations unies*, 2013, *op. cit.*, note 5, §§42 – 43.

21. Voir notamment les nombreux instruments internationaux des droits de l'Homme cités dans le Préambule (malgré la sélectivité des références, susmentionnée note 13).

22. Article 3§3 ; à savoir en particulier ceux qui découlent de la Charte internationale des droits de l'Homme.

23. Tel que développés notamment par la CNCDH dans son *Avis sur le développement, l'environnement et les droits de l'Homme*, Assemblée plénière du 16 avril 2015, JORF n°0119 du 24 mai 2015, texte n°50, disponible sous www.cncdh.fr/sites/default/files/15.04.16_avis_developpement_environnement_et_dh_o.pdf et par le rapporteur spécial John H. Knox dans son Rapport du Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'Homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable, A/73/188, 19 juillet 2018, disponible sous : <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N18/231/05/pdf/N1823105.pdf?OpenElement>.

24. CNCDH, *Avis pour une approche fondée sur les droits de l'Homme*, Assemblée plénière du 3 juillet 2018, JORF n°0161 du 14 juillet 2018, texte n°104, disponible sous : www.cncdh.fr/sites/default/files/180703_avis_approche_fondée_sur_les_droits_de_lhomme_vdef.pdf. Voir également l'Avis CETA, *op. cit.*, note 5.

25. Tel est par exemple le cas dans la *Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées*, 20 décembre, disponible sous https://treaties.un.org/doc/source/docs/A_RES_61_177-F.pdf.

tous les droits de l'Homme, notamment des droits sociaux et environnementaux²⁶. Si l'article 11 fait référence aux mesures que les États doivent prendre, en partenariat notamment avec la société civile, pour promouvoir entre autre la coopération technique, le partage des bonnes pratiques et les études sur les violations des droits de l'Homme dans le contexte des activités des entreprises, il est essentiel que l'instrument rappelle plus précisément l'obligation des États de prendre toutes les mesures appropriées pour assurer un environnement propice et sûr à l'exercice des rôles des syndicats et acteurs de la société civile, notamment en leur assurant une information et une consultation effective.

Renforcer le devoir de vigilance

La Commission salue à nouveau le rôle central accordé au devoir de vigilance (*due diligence*)²⁷ dans le projet révisé d'instrument, en particulier à l'article 5 sur la prévention²⁸. Cette disposition fait écho à la loi adoptée par la France sur le devoir de vigilance²⁹, à l'origine d'un mouvement visant à concrétiser la notion de diligence raisonnable développée dans les Principes Ruggie³⁰, les Principes de l'OCDE³¹ ou la Déclaration tripartite de l'OIT sur les entreprises multinationales et la politique sociale³², mouvement qui semble se répandre dans d'autres États. Le devoir de vigilance permet de prévenir toute conséquence négative que pourraient avoir les activités des entreprises par l'identification de leurs incidences sur les droits de l'Homme, leur prévention et l'atténuation de leurs effets³³.

L'article 5 du projet révisé d'instrument met ainsi à la charge des États l'obligation d'imposer à toutes les personnes exerçant des activités d'entreprise sur leur territoire ou sous leur juridiction, d'exercer un devoir de vigilance en matière de droits de l'Homme, à savoir de les respecter et de prévenir leurs violations. À cette fin, un certain nombre de mesures que les États doivent imposer aux entreprises sont détaillées. L'instrument devrait toutefois aller plus loin sur ce point, conformément aux Principes Ruggie. Il est essentiel que tant la définition du contenu de l'obligation de vigilance que celle des « procédures nationales efficaces » que les États doivent mettre en place pour en garantir le respect, incluent

26. Ce rôle est évoqué uniquement dans le Préambule, alinéa 14.

27. Si les Principes Ruggie traduisent la notion de due diligence par celle de diligence raisonnable, la terminologie de devoir de vigilance retenue par la norme ISO 26 000 (article 2.4) paraît juridiquement plus appropriée (Lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale, novembre 2010, disponible sous www.convergence-lr.fr/userfiles/files/ISO%2026000%20V2010.pdf).

28. CNCDH, *Déclaration sur l'adoption d'un instrument international contraignant sur les entreprises et les droits de l'Homme*, 2 octobre 2018, op. cit., note 4.

29. Loi n°2017-399 du 27 mars 2017 *relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre*, qui a ajouté les articles L. 225-102-4 et L. 225-102-5 au Code de commerce.

30. Voir notamment les principes 17 et 15 des Principes Ruggie, op. cit., note 6.

31. Op. cit., note 9.

32. *Ibidem*.

33. CNCDH, *Avis sur les enjeux de l'application par la France des Principes directeurs des Nations unies*, Assemblée plénière du 24 octobre 2013, op. cit., note 5.

toutes les dimensions des Principes Ruggie, en particulier celles relatives aux mesures de réparation (remedies)³⁴. La CNCDH recommande que l'article 5§2 soit complété par un e) qui intègre l'obligation de prévoir des mesures de réparation et de coopérer avec les victimes, ainsi qu'avec les personnes, groupes, syndicats ou organisations qui leur apportent leur soutien, pour faciliter l'accès des victimes à des voies de réparation appropriées et efficaces³⁵. De même, l'article 5§4 devrait prévoir que les États parties s'assurent que tout dommage résultant de l'absence de respect du devoir de vigilance doit engager la responsabilité de l'entreprise concernée et donner lieu à réparation³⁶.

La Commission prend note avec satisfaction que les recours adéquats, efficaces et rapides que les États doivent mettre en place pour garantir l'accès à la justice des victimes incluent, sans s'y limiter, tant la restitution, la compensation, la réhabilitation, la satisfaction et les garanties de non-répétition pour les victimes (article 4§5 a) que l'assainissement de l'environnement et la restauration écologique (b)³⁷. La nécessité pour les États de prévoir des mécanismes de réclamation non-judiciaires est également rappelée (article 4§8). C'est bien « un système étatique complet de réparation des atteintes aux droits de l'Homme commises par les entreprises » que les Principes Ruggie encouragent les États à mettre en place³⁸.

Remédier aux dénis de justice

La Commission considère que l'accès à des voies de recours effectives pour les victimes de violation des droits de l'Homme commises par des entreprises, tant judiciaires qu'extrajudiciaires, est primordial. Il participe à la nécessaire lutte contre l'impunité. À cet

34. L'obligation de protéger qui incombe à l'État lorsque des tiers, y compris des entreprises, portent atteinte aux droits de l'Homme (pilier I), la responsabilité des entreprises de respecter les droits de l'Homme (pilier II) et la nécessité d'un accès plus effectif à des mesures de réparation, tant judiciaires que non judiciaires (pilier III), Principes directeurs, *op. cit.*, note 6. La CNCDH a déjà eu l'occasion de souligner que toute réglementation relative au principe de « diligence raisonnable » doit être pensée de manière à offrir des voies de recours effectives aux victimes (CNCDH, *Déclaration « Garantir un travail décent – un enjeu de l'économie mondiale »*, Assemblée plénière du 26 mai 2016, JORF n°0131 du 7 juin 2016, texte n°47).

35. Audition d'Olivier De Schutter, 16 septembre 2019. En ce sens, le principe 15 des Principes Ruggie prévoit que les entreprises doivent rendre compte notamment de la manière dont elles remédient aux incidences de leurs activités sur les droits de l'Homme. De même, selon le principe 22, « [I]orsque les entreprises déterminent qu'elles ont eu des incidences négatives, ou y ont contribué, elles devraient prévoir des mesures de réparation ou collaborer à leur mise en œuvre suivant des procédures légitimes ». Voir également les deux principes sur les mécanismes de réparation ne relevant pas de l'État (principes 28 et 29, *op. cit.*, note 6).

36. Voir par exemple l'actuel article L. 225-102-5 du code de commerce, introduit par la loi sur le devoir de vigilance précitée, note 27 : « [d]ans les conditions prévues aux articles 1240 et 1241 du code civil, le manquement aux obligations définies à l'article L. 225-102-4 du présent code engage la responsabilité de son auteur et l'oblige à réparer le préjudice que l'exécution de ces obligations aurait permis d'éviter ».

37. Le projet révisé d'instrument prévoit également que les États peuvent imposer aux personnes physiques ou morales exerçant des activités d'entreprise d'établir et de maintenir des garanties financières pour couvrir d'éventuelles demandes d'indemnisation (article 6§5).

38. Voir notamment le principe 27 des Principes directeurs, *op. cit.*, note 6.

égard, elle souligne l'importance de l'article 4 sur les droits des victimes, qui vient compléter le troisième pilier des Principes directeurs des Nations unies sur les voies de recours, le procès équitable et la réparation des violations³⁹. La Commission salue en particulier l'article 4§12 qui détaille les mesures que les États doivent prendre pour fournir une assistance juridique adéquate et efficace aux victimes tout au long de la procédure judiciaire. Cette disposition favorise le respect effectif de leurs droits, notamment face aux stratégies dissuasives adoptées à l'encontre de victimes ou de leurs défenseurs⁴⁰. De même, l'article 4§9 qui impose aux États parties de prendre « *des mesures adéquates et efficaces pour garantir un environnement sûr et propice aux personnes, groupes et organisations qui promeuvent et défendent les droits de l'Homme et l'environnement* », est bienvenu. Il est toutefois essentiel que les syndicats soient expressément visés par cette disposition. Par ailleurs, la CNCDH souligne l'importance de l'article 4§12 e) : les victimes qui ont obtenu réparation ne seront pas tenues de rembourser les frais de justice de l'autre partie de la procédure. Toutefois, lorsque les requérants n'ont, au contraire, pas obtenu réparation, l'hypothèse retenue pour les dispenser de ce remboursement est restrictive : ils doivent démontrer l'absence ou l'insuffisance de leurs ressources économiques. La Commission recommande de prévoir que tant que l'action n'est pas vexatoire, abusive (notion d'allégation plausible, « *arguable claim* »), les requérants déboutés ne se voient pas imputer par le juge les coûts de la procédure⁴¹.

La Commission salue le maintien d'une possibilité de renverser la charge de la preuve en matière civile⁴² (article 4§16) afin d'assurer l'accès de la victime à la justice et aux voies de recours⁴³. Cette disposition, en cas de rapports de force particulièrement inégaux entre les auteurs et victimes présumés des violations de droits de l'Homme, permet d'éviter les dénis de justice. Toutefois, en l'état, la formule du projet révisé d'instrument n'est pas une avancée : c'est « sous réserve du droit interne » que les tribunaux qui se déclarent compétents en vertu du présent instrument « peuvent » exiger, « en cas de besoin », le renversement de la charge de la preuve afin d'assurer l'accès de la victime à la justice et aux voies de recours.

La Commission salue par ailleurs les améliorations apportées à la rédaction de l'article 6 sur la responsabilité. Les responsabilités civiles, administratives et pénales restent

39. *Op. cit.*, note 6.

40. Elle vise ainsi à répondre à la prolifération des procédures dites « procédures baillons ».

41. En ce sens : Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR), Observation générale n°24 sur les obligations des États en vertu du *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* dans le contexte des activités des entreprises, 10 août 2017, E/C.12/GC/24, §44 : « *Lorsqu'elles cherchent à dissuader des individus ou des groupes d'exercer des recours, les entreprises ne devraient pas engager des procédures judiciaires – par exemple, pour atteinte présumée à leur réputation – de manière abusive, au point de décourager l'exercice légitime de ces recours* ».

42. Dans la « version zéro » du projet d'instrument, l'emplacement de cette disposition laissait penser qu'un renversement de la charge de la preuve était possible en matière civile mais également en matière pénale. L'ancien article 10§4 se situait en effet en chapeau des développements sur la responsabilité civile et la responsabilité pénale (*op. cit.*, note 7). Ce point avait suscité des blocages de la part de plusieurs États.

43. Voir également CESCR, Observation générale n°24 précitée, note 41, §45 : « *Il pourra être justifié de déplacer la charge de la preuve lorsque les faits et les événements à prendre en considération pour donner suite à une plainte relèvent, complètement ou en partie, de la connaissance exclusive de l'entreprise défenderesse* ».

néanmoins insuffisamment distinguées, ainsi que les responsabilités des personnes physiques et morales. Cette disposition semble avoir pour objet d'imposer aux États de garantir l'accessibilité des voies de recours civils pour toute atteinte aux droits de l'Homme et de prévoir une liste limitative d'atteintes graves à ces droits qui justifie une réaction pénale de leur part⁴⁴. La CNCDH recommande toutefois que la liste des infractions pénales prévues à l'article 6§7 ne soit pas limitative et soit complétée, notamment par les infractions énumérées dans la *Convention des Nations unies contre la corruption*⁴⁵. Des corrections sont également à apporter, puisque l'article 6§7 c) renvoie de manière erronée aux articles 7 et 25 de la *Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées*⁴⁶. En outre, la Commission suggère que l'articulation entre les articles 5 et 6 soit améliorée. Le projet révisé d'instrument devrait énoncer plus clairement que les États doivent s'assurer que le non-respect des obligations découlant du devoir de vigilance imposées par l'article 5 entraîne l'engagement de la responsabilité des entreprises concernées. Inversement, elle recommande que l'article 6 précise que le fait pour une entreprise de satisfaire à ces obligations découlant du devoir de vigilance n'exclut pas la possibilité de voir sa responsabilité engagée pour d'autres motifs, conformément au droit national et international.

L'article 7 confère la compétence à l'égard des actions présentées par les victimes pour les actes ou omissions ayant entraîné des violations des droits de l'Homme visées par le projet d'instrument aux tribunaux de l'État dans lequel sont intervenus ces actes ou omissions, résident les victimes⁴⁷ ou sont domiciliées les personnes physiques ou morales présumées les avoir commis dans le cadre de leurs activités d'entreprise (§1). La CNCDH se félicite de ce que la notion de domicile retenue est large : l'entreprise est considérée comme domiciliée à son lieu d'immatriculation (a), son siège statutaire (b), son administration centrale (c) et également au lieu « où elle détient des intérêts commerciaux substantiels » (« *substantial business interests* »)(d). Cette interprétation de la notion de domicile n'est pas une innovation en droit international. Elle se rapproche de la notion de « principal établissement » (« principal place of business ») du Règlement Bruxelles I de l'Union européenne, tel que modifié en 2012⁴⁸. En outre, le Comité des droits de l'enfant a eu l'occasion de préciser que « [l]es États devraient favoriser l'accès à des mécanismes judiciaires et non judiciaires efficaces en vue d'assurer des réparations aux enfants et à leur famille en cas de violation de leurs droits par des entreprises opérant à l'étranger lorsqu'il existe un lien raisonnable entre l'État et le comportement concerné »⁴⁹. Or, selon le Comité, il existe « un lien raisonnable lorsqu'une

44. Audition d'Olivier De Schutter, 16 septembre 2019.

45. *Convention des Nations unies contre la corruption*, 2004, disponible sous www.unodc.org/documents/treaties/UNCAC/Publications/Convention/08-50027_F.pdf.

46. Les disparitions forcées sont définies par l'article 2 de cette Convention, *op. cit.*, note 25.

47. Cette obligation pour l'État où résident les victimes d'ouvrir des voies de recours est particulièrement saluée, en ce qu'elle participe de la lutte contre l'impunité pour les violations des droits de l'Homme commises par les entreprises enregistrées dans un État mais ayant des capitaux dans un État tiers (audition d'Olivier De Schutter, 16 septembre 2019).

48. *Règlement (UE) n°1215/2012 du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2012 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (refonte)*, article 63 c), disponible sous : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:32012R1215&from=FR>.

49. Comité des droits de l'enfant, Observation générale n°16 sur les obligations des États concernant les

entreprise a son cœur d'activité dans l'État concerné, y est immatriculée ou domiciliée ou y exerce l'essentiel ou une part substantielle de ses activités »⁵⁰.

La Commission regrette en revanche que le projet révisé d'instrument ne prévoit pas l'exception de connexité, c'est-à-dire la compétence d'une juridiction pour juger de deux litiges ayant des liens étroits, alors même qu'une autre juridiction serait compétente, afin d'éviter que ne soient rendues des décisions incompatibles. De même, la question d'une pluralité de défendeurs est absente du projet, alors que cette configuration est courante en pratique. En outre, la Commission recommande que le projet d'instrument inclut le for de nécessité (forum necessitatis) afin de garantir un accès effectif aux voies de recours pour les victimes. De même, une interdiction expresse du forum non conveniens serait nécessaire à cette fin⁵¹.

S'agissant des délais de prescription, la Commission salue la précision apportée par l'article 8§1 selon laquelle l'imprescriptibilité n'est prévue que pour les crimes les plus graves « qui touchent l'ensemble de la communauté internationale »⁵². Les délais de prescription prévus par les droits nationaux des États parties pour les autres violations des droits de l'Homme doivent laisser « un délai raisonnable » pour les procédures d'enquête et les poursuites (article 8§2). Si cette notion n'est pas définie, elle devra être interprétée de manière à prévoir un délai suffisamment long et proportionné à la gravité de la violation alléguée.

La Commission recommande par ailleurs que la rédaction de l'article 9 qui détermine le droit applicable soit améliorée. Sa rédaction actuelle manque de lisibilité quant à l'articulation entre les deux premiers paragraphes. En outre, l'article 9§2 ne précise pas expressément qui choisit, et selon quels critères, entre l'application du droit de l'État dans lequel ont été commis les actes ou omissions contestés (a), celui dans lequel la victime est

incidences du secteur des entreprises sur les droits de l'enfant du Comité des droits de l'enfant, CRC/C/GC/16, 17 avril 2013, disponible sous www.right-to-education.org/sites/right-to-education.org/files/resource-attachments/CRC_Observation_Generale_16_2013_FR.pdf.

50. *Op. cit.*, p. 7. Le CESCR fait référence à cette observation du Comité des droits de l'enfant dans son observation générale n°24 et, s'agissant des obligations extraterritoriales, estime que : « [d]es obligations extraterritoriales naissent lorsqu'un État partie est susceptible d'exercer une influence sur des événements qui se déroulent en dehors de son territoire, dans les limites imposées par le droit international, en contrôlant les activités des entreprises domiciliées sur son territoire et/ou relevant de sa juridiction, et, de ce fait, peut contribuer au plein exercice des droits économiques, sociaux et culturels en dehors de son territoire national » (CESCR, Observation générale n°24, *op. cit.*, note 41, §28).

51. En ce sens : CESCR, Observation générale n°24 précitée, note 41, §43. Le risque de déni de justice a été souligné par la CNCDH dans son avis de 2013 dans lequel elle a formulé des recommandations au gouvernement français : CNCDH, *Avis sur les enjeux de l'application par la France des Principes directeurs des Nations unies*, 24 octobre 2013, JORF n°0266 du 16 novembre 2013, texte n° 56, disponible sous www.cncdh.fr/fr/publications/entreprises-et-droits-de-lhomme.

52. Toutefois, la formulation de cette disposition mériterait de préciser si la notion renvoie uniquement aux crimes prévus par le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (adopté le 17 juillet 1998, A/CONF.183/9, disponible sous [http://legal.un.org/icc/statute/french/rome_statute\(f\).pdf](http://legal.un.org/icc/statute/french/rome_statute(f).pdf)), ou également aux violations flagrantes et systématiques des droits de l'Homme.

domiciliée (b) ou celui de la domiciliation de l'auteur présumé (c). Si la possibilité d'appliquer alternativement plusieurs lois reflète la pratique, notamment celle dans le cadre des conventions de la Conférence de La Haye de droit international privé, la CNCDH recommande que le texte précise qu'il revient aux victimes de procéder à ce choix.

Articuler l'instrument avec le droit international positif

La Commission se félicite de la clause selon laquelle l'instrument ne porte pas atteinte aux dispositions plus favorables au respect, à la promotion, à la protection et à la réalisation des droits de l'Homme dans le cadre des activités d'entreprises et à la garantie de l'accès aux voies de recours des victimes qui pourraient être contenues dans la législation interne d'un État partie ou dans tout autre traité ou accord régional ou international en vigueur pour celui-ci (article 12§3). Elle recommande toutefois à ce que la formule inclue également les obligations internationales non conventionnelles.

La CNCDH salue les améliorations apportées par l'article 12§6 à la rédaction de l'ancien article 13 de la « version zéro »⁵³ concernant l'articulation de l'instrument avec les accords bilatéraux et multilatéraux, y compris régionaux ou sous-régionaux, en particulier en matière de commerce et d'investissement. Une articulation entre le droit international des droits de l'Homme et le droit international économique à même de garantir la protection effective des droits de l'Homme est fondamentale pour la CNCDH⁵⁴. À cette fin, des clarifications restent à apporter. En tout état de cause, la CNCDH recommande que la limitation apportée par l'article 12§6 en ne visant que les accords sur des « questions intéressant le présent [instrument] » soit supprimée, et que l'exigence de compatibilité soit précisée en s'appliquant à « toute disposition » dans les accords bilatéraux et multilatéraux, et non seulement aux accords dans leur globalité. Enfin, une mention explicite des accords de commerce et d'investissement serait vivement souhaitable.

La Commission attire par ailleurs l'attention sur le fait qu'il convient d'interpréter les références du projet révisé d'instrument aux droits internes des États conformément au droit international général⁵⁵, à savoir comme un renvoi au droit national pour la mise en œuvre de l'instrument, et non comme sa subordination au droit interne⁵⁶.

53. *Op. cit.*, note 7.

54. La CNCDH s'est préoccupée de cette articulation en particulier dans l'Avis CETA, *op. cit.*, note 5 ; voir également la déclaration du 2 octobre 2018, *op. cit.*, note 4. Cette articulation est en particulier abordée dans les principes 9 et 10 des Principes Ruggie, *op. cit.*, note 6.

55. Voir notamment l'article 26 de la Convention de Vienne sur le droit des traités, adoptée le 23 mai 1969, disponible sous www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19690099/201502240000/0.111.pdf.

56. Dans sa contribution d'avril 2019, en se manifestant sur l'ancienne version de l'article 13, la CNCDH estimait que le risque de la subordination de l'application du traité au droit interne annihilait la portée contraignante des obligations qu'il contient, *op. cit.*, note 4.

Favoriser la mise en œuvre de l'instrument

La Commission considère que les articles 10 et 11 sur l'entraide judiciaire et la coopération internationale sont essentiels, car l'impunité découle bien souvent de l'absence de coopération entre les États⁵⁷. À cet égard, elle estime que le fait que l'assistance judiciaire mutuelle soit subordonnée au respect des règles relatives au procès équitable⁵⁸ constitue un levier pour les renforcer au niveau universel. L'instrument pourrait toutefois viser expressément les conventions multilatérales en matière d'entraide judiciaire tant en matière civile qu'en matière pénale.

La Commission invite à reprendre l'ensemble des travaux préparatoires sur les mécanismes de suivi à mettre en place pour la mise en œuvre de l'instrument, et à veiller à ce que leur soient attribués les moyens financiers, humains et juridiques nécessaires à leur fonctionnement efficace. Elle regrette à nouveau que le mécanisme national, élément essentiel et central prévu dans le Protocole optionnel, soit dissocié du corps de l'instrument⁵⁹. Elle salue par ailleurs l'idée d'un Fonds international pour les victimes (article 13§7).

La Commission encourage à nouveau la France à jouer un rôle moteur dans les négociations lors de la cinquième session du groupe de travail intergouvernemental qui se déroulera à Genève du 14 au 18 octobre. En particulier, elle l'invite à encourager ses partenaires européens et l'Union européenne à s'investir activement et de manière constructive dans celles-ci, en vue de l'adoption d'un instrument international juridiquement contraignant, qui favoriserait une meilleure sécurité juridique et une protection plus effective des droits de l'Homme.

57. La CNCDH se félicitait déjà en octobre 2018 de l'accent mis sur la coopération mutuelle entre les États, Déclaration précitée, note 4.

58. Voir par exemple l'article 10§10 du projet révisé d'instrument.

59. Déclaration du 2 octobre 2018 sur la « version zéro », précitée, note 4. Dans cette déclaration, la CNCDH s'inquiétait en effet de l'articulation entre les deux textes, le protocole traitant à la fois des mécanismes de contrôle national et international.

Recommandations de la CNCDH

Recommandation n°1 : La CNCDH recommande de veiller à ce que les prochaines versions du projet d'instrument juridiquement contraignant soient traduites dans les langues officielles des Nations Unies, notamment le français, afin de garantir leur accessibilité, compréhension et appropriation par tous.

Préciser le champ d'application et les définitions du traité

Recommandation n°2 : La CNCDH recommande de veiller à ce que l'instrument couvre les activités de toutes les entreprises, transnationales ou autres, tout en tenant compte des spécificités des petites et moyennes entreprises.

Recommandation n°3 : La CNCDH conseille que le terme de « relations d'affaires » soit privilégié, au lieu de celui de relations contractuelles, pour s'inscrire en cohérence avec le droit international positif et s'assurer de l'inclusion des rapports entre les sociétés mères et leurs filiales.

Recommandation n°4 : La CNCDH invite à préciser certaines définitions afin de clarifier l'étendue du champ d'application du traité, notamment d'expliquer la distinction entre « violation » et « abus » des droits de l'Homme commis dans le contexte d'activités des entreprises. Elle recommande par ailleurs que la notion de proches soit préférée à celle de famille immédiate s'agissant de la définition des victimes.

Recommandation n°5 : La CNCDH recommande que soit mis en exergue dans le corps même de l'instrument, le rôle des syndicats et des acteurs de la société civile, en particulier des défenseurs des droits de l'Homme, dans la promotion et la protection de tous les droits de l'Homme, notamment des droits sociaux et environnementaux.

Renforcer le devoir de vigilance

Recommandation n°6 : La CNCDH recommande que le contenu de l'obligation à la charge des États d'imposer à toutes les personnes exerçant des activités d'entreprise sur leur territoire ou sous leur juridiction, un devoir de vigilance en matière de droits de l'Homme, soit renforcé.

Recommandation n°7 : En outre, elle recommande que la définition de son contenu ainsi que celle des procédures nationales que les États doivent mettre en place pour en garantir le respect, incluent plus expressément la dimension réparation des Principes Ruggie. À cette fin, l'article 5§2 devrait être complété par un e) qui intégrerait l'obligation de réparation et de coopération avec les victimes ainsi qu'avec les personnes, groupes, syndicats ou orga-

nisations qui leur apportent leur soutien, pour faciliter l'accès des victimes à des voies de réparation appropriées et efficaces.

Recommandation n°8 : De même, la Commission recommande que l'article 5§4 prévoie que les États parties s'assurent que tout dommage résultant de l'absence de respect du devoir de vigilance doit engager la responsabilité de l'entreprise concernée et donner lieu à réparation.

Remédier aux dénis de justice

Recommandation n°9 : La CNCDH recommande d'élargir l'article 4§12 e) et de prévoir que tant que l'action n'est pas vexatoire ou abusive (notion d'allégation plausible – « arguable claim »), les requérants déboutés ne seront pas tenus de rembourser les frais de justice de l'autre partie de la procédure.

Recommandation n°10 : La CNCDH invite à envisager une formulation plus précise de l'article 4§16 sur la possibilité d'un renversement de la charge de la preuve en matière civile.

Recommandation n°11 : La CNCDH souligne la nécessité de distinguer plus clairement les responsabilités civiles, administratives et pénales.

Recommandation n°12 : La CNCDH recommande que la liste des infractions pénales de l'article 6§7 ne soit pas limitative et complétée notamment par les infractions énumérées dans la Convention des Nations Unies contre la corruption. De plus, des corrections doivent être apportées s'agissant de la définition des disparitions forcées.

Recommandation n°13 : La CNCDH recommande également que l'instrument énonce plus clairement que les États doivent s'assurer que le non-respect des obligations découlant du devoir de vigilance imposées par l'article 5 entraîne l'engagement de la responsabilité de l'entreprise concernée. De même, l'instrument devrait préciser que le fait pour une entreprise de satisfaire à ces obligations n'exclut pas la possibilité de voir sa responsabilité engagée pour d'autres motifs, conformément au droit national et international.

Recommandation n°14 : La CNCDH recommande de prévoir l'exception de connexité et de prendre en compte la pluralité des défendeurs.

Recommandation n°15 : La CNCDH recommande que l'instrument inclue le for de nécessité pour garantir un accès effectif aux voies de recours pour les victimes.

Recommandation n°16 : La CNCDH recommande à cette fin que le forum non conveniens soit expressément interdit.

Recommandation n°17 : La CNCDH encourage à améliorer la rédaction de l'article 9 et notamment de préciser qu'il revient aux victimes de choisir le droit applicable, conformément

aux modalités envisagées par cette disposition.

Articuler l'instrument avec le droit international positif

Recommandation n°18 : La CNCDH recommande de veiller à la complémentarité entre l'instrument international juridiquement contraignant en cours de négociation et les autres normes sur les entreprises et les droits de l'Homme, qu'il vient consolider – en particulier avec les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme des Nations Unies (Principes Ruggie). Cette complémentarité garantit une plus forte sécurité juridique et une protection plus effective des droits de l'Homme.

Recommandation n°19 : La CNCDH recommande que la clause selon laquelle l'instrument ne porte pas atteinte aux dispositions plus favorables inclue également les obligations internationales non conventionnelles (article 12§3).

Recommandation n°20 : La CNCDH invite à clarifier l'articulation entre le droit international des droits de l'Homme et le droit international économique. Elle recommande que la mention des accords qui portent sur « des questions intéressant le présent [traité] » soit supprimée (article 12§6) et qu'une référence explicite aux accords de commerce et d'investissement soit ajoutée.

Recommandation n°21 : La CNCDH attire l'attention sur le fait que les références de l'instrument au droit interne des États doivent s'interpréter conformément au droit international général et ne peuvent en aucun cas signifier une subordination de cet instrument au droit interne.

Favoriser la mise en œuvre de l'instrument juridiquement contraignant

Recommandation n°22 : La CNCDH recommande que l'instrument vise expressément les conventions multilatérales en matière d'entraide judiciaire adoptées sous l'égide de la Conférence de La Haye de droit international privé.

Recommandation n°23 : La CNCDH encourage à reprendre l'ensemble des travaux sur les mécanismes de suivi et à veiller à ce que leur soient attribués les moyens financiers, humains et juridiques nécessaires à leur fonctionnement efficace.

Annexe 1 : Liste des personnes auditionnées

Des membres de la CNCDH étaient présents lors de la quatrième session du groupe de travail intergouvernemental pour l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'Homme qui s'est tenue à Genève du 15 au 18 octobre 2018.

Swann BOMMIER, chargé de plaidoyer régulation des entreprises multinationales, CCFD Terre Solidaire (15 janvier 2019).

Claire BRIGHT, Research Fellow in Business and Human Rights at the British Institute of International and Comparative Law (4 février 2019).

Arnaud DE NANTEUIL, professeur de droit public à l'Université Paris-Est Créteil Val de Marne, spécialiste du droit international économique et du droit des investissements (23 janvier 2019).

Olivier DE SCHUTTER, professeur à l'UCL (Louvain) et membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels (CESCR) de l'ON (4 février 2019 et 16 septembre 2019).

Denis DOUVENEAU, sous-directeur adjoint des droits de l'Homme et des affaires humanitaires, direction des Nations unies et des organisations internationales, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (18 septembre et 13 décembre 2018).

Mathilde DUPRÉ, chargée de campagne pour la responsabilité dans les accords commerciaux, Institut Veblen (15 janvier 2019).

Parvine GHADAMI, adjointe à la cheffe du bureau de l'expertise et des questions institutionnelles (Délégation aux affaires européennes et internationales), Ministère de la Justice (13 décembre 2018).

Catherine KESSEDIAN, professeur émérite de l'Université Panthéon-Assas Paris II, présidente de la branche française et Vice-Chair de l'ILA, membre associé de l'Institut de droit international (4 février 2019).

Christelle HILPERT, cheffe du bureau du droit de l'Union, du droit international privé et de l'entraide civile (Directions des affaires civiles et du Sceau), ministère de la Justice (13 décembre 2018).

Julien MORINO-ROS, adjoint à la cheffe du bureau de la négociation pénale européenne et internationale (Direction des affaires criminelles et des grâces), Ministère de la Justice (13 décembre 2018).

Robert ROTH, professeur honoraire à l'Université de Genève et spécialiste de la justice pénale internationale (23 janvier 2019).

Adelin ROYER, ministère de l'Europe et des affaires étrangères, direction des Nations unies et des organisations internationales, sous-direction des droits de l'Homme (16 septembre 2019).

Geneviève VAN ROSSUM, représentante spéciale chargée de la bioéthique et de la responsabilité sociale des entreprises, Direction générale de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (18 septembre et 13 décembre 2018).

Annexe 2

Legally binding instrument to regulate, in international human rights law, the activities of transnational corporations and other business enterprises, OEIGWG Chairmanship revised draft 16.7.2019

Preamble

The State Parties to this (Legally Binding Instrument),

Recalling the principles and purposes of the Charter of the United Nations,

Recalling also the nine core International Human Rights Instruments adopted by the United Nations, and the eight fundamental Conventions adopted by the International Labour Organization;

Recalling further the Universal Declaration of Human Rights, as well as the Declaration on the Right to Development, the Vienna Declaration and Programme of Action, the Durban Declaration and Programme of Action, and the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples, as well as other internationally agreed human rights-relevant declarations;

Reaffirming the fundamental human rights and the dignity and worth of the human person, in the equal rights of men and women and the need to promote social progress and better standards of life in larger freedom while respecting the obligations arising from treaties and other sources of international law as set out in the Charter of the United Nations;

Stressing the right of every person to be entitled to a social and international order in which their rights and freedoms can be fully realized consistent with the purposes and principles of the United Nations as stated in the Universal Declaration of Human Rights;

Reaffirming that all human rights are universal, indivisible, interdependent and inter-related;

Upholding the right of every person to have effective and equal access to justice and remedy in case of violations of international human rights law or international humanitarian law, including the rights to non-discrimination, participation and inclusion;

Stressing that the primary obligation to respect, protect, fulfil and promote human rights and fundamental freedoms lie with the State, and that States must protect against human rights abuse by third parties, including business enterprises, within their territory or otherwise under their jurisdiction or control, and ensure respect for and implementation of international human rights law;

Recalling the United Nations Charter Articles 55 and 56 on international cooperation, including in particular with regard to universal respect for, and observance of, human rights and fundamental freedoms for all without distinction of race, sex, language or religion;

Upholding the principles of sovereign equality, peaceful settlement of disputes, and maintenance of the territorial integrity and political independence of States as set out in Article 2 of the United Nations Charter;

Acknowledging that all business enterprises have the capacity to foster the achievement of sustainable development through an increased productivity, inclusive economic growth and job creation that protects labour rights and environmental and health standards in accordance with relevant international standards and agreements;

Underlining that all business enterprises, regardless of their size, sector, operational context, ownership and structure have the responsibility to respect all human rights, including by avoiding causing or contributing to adverse human rights impacts through their own activities and addressing such impacts when they occur, as well as by preventing or mitigating adverse human rights impacts that are directly linked to their operations, products or services by their business relationships;

Emphasizing that civil society actors, including human rights defenders have an important and legitimate role in promoting the respect of human rights by business enterprises, and in preventing, mitigating and seeking effective remedy for the adverse human rights impacts of business enterprises,

Recognizing the distinctive and disproportionate impact of certain business-related human rights abuses on women and girls, children, indigenous peoples, persons with disabilities, migrants and refugees, and the need for a perspective that takes into account their specific circumstances and vulnerabilities.

Taking into account all the work undertaken by the Commission on Human Rights and the Human Rights Council on the question of the responsibilities of transnational corporations and other business enterprises with respect to human rights, and all relevant previous Human Rights Council resolutions, including in particular Resolution 26/9.

Noting the role that the Guiding Principles on Business and Human Rights: Implementing the United Nations "Protect, Respect and Remedy" Framework have played in that regard;

Noting also the ILO 190 Convention concerning the elimination of violence and harassment in the world of work;

Desiring to contribute to the development of international law, international humanitarian law and international human rights law in this field;

Hereby agree as follows:

Section I

Article 1. Definitions

1. *“victims” shall mean any persons or group of persons who individually or collectively have suffered or have alleged to have suffered human rights violation or abuse as defined in Article 1 paragraph 2 below. Where appropriate, and in accordance with domestic law, the term “victim” also includes the immediate family or dependents of the direct victim.*
2. *“Human rights violation or abuse” shall mean any harm committed by a State or a business enterprise, through acts or omissions in the context of business activities, against any person or group of persons, individually or collectively, including physical or mental injury, emotional suffering, economic loss or substantial impairment of their human rights, including environmental rights.*
3. *“Business activities” means any economic activity of transnational corporations and other business enterprises, including but not limited to productive or commercial activity, undertaken by a natural or legal person, including activities undertaken by electronic means.*
4. *“Contractual relationship” refers to any relationship between natural or legal persons to conduct business activities, including but not limited to, those activities conducted through affiliates, subsidiaries, agents, suppliers, any business partnership or association, joint venture, beneficial proprietorship, or any other structure or contractual relationship as provided under the domestic law of the State.*
5. *“Regional integration organization” shall mean an organization constituted by sovereign States of a given region, to which its member States have transferred competence in respect of matters governed by this (Legally Binding Instrument).*

Article 2. Statement of purpose

1. *The purpose of this (Legally Binding Instrument) is:*
 - a. *To strengthen the respect, promotion, protection and fulfilment of human rights in the context of business activities;*
 - b. *To prevent the occurrence of such violations and abuses, and to ensure effective access to justice and remedy for victims of human rights violations and abuses in the context of business activities;*
 - c. *To promote and strengthen international cooperation to prevent human rights*

violations and abuses in the context of business activities and provide effective access to justice and remedy to victims of such violations and abuses.

Article 3. Scope

- 1. This (Legally Binding Instrument) shall apply, except as stated otherwise, to all business activities, including particularly but not limited to those of a transnational character.*
- 2. For the purpose of paragraph 1 of this Article, a business activity is of a transnational character if:
 - a. It is undertaken in more than one national jurisdiction or State; or*
 - b. It is undertaken in one State through any contractual relationship but a substantial part of its preparation, planning, direction, control, designing, processing or manufacturing takes place in another State;*

or

 - c. It is undertaken in one State but has substantial effect in another State.**
- 3. This (Legally Binding Instrument) shall cover all human rights.*

Section II

Article 4. Rights of Victims

- 1. Victims of human rights violations shall be treated with humanity and respect for their dignity and human rights, and their safety, physical and psychological well-being and privacy shall be ensured.*
- 2. Victims shall be guaranteed the right to life, personal integrity, freedom of opinion and expression, peaceful assembly and association, and free movement.*
- 3. Victims, their representatives, families and witnesses shall be protected by the State Party from any unlawful interference against their privacy and from intimidation, and retaliation, before, during and after any proceedings have been instituted.*
- 4. Victims shall have the right to benefit from special consideration and care to avoid re-victimization in the course of proceedings for access to justice and remedies, including*

through appropriate protective and support services that ensures substantive gender equality and equal and fair access to justice.

5. Victims shall have the right to fair, effective, prompt and non-discriminatory access to justice and adequate, effective and prompt remedies in accordance with this instrument and international law. Such remedies shall include, but shall not be limited to:

- a. Restitution, compensation, rehabilitation, satisfaction and guarantees of non-repetition for victims;*
- b. Environmental remediation and ecological restoration where applicable, including covering of expenses for relocation of victims and replacement of community facilities.*

6. Victims shall be guaranteed access to information relevant to the pursuit of remedies.

7. Victims shall have access to appropriate diplomatic and consular means, as needed, to ensure that they can exercise their right to access justice and remedies, including but not limited to, access to information required to bring a claim, legal aid and information on the location and competence of the courts and the way in which proceedings are commenced or defended before those courts.

8. Victims shall be guaranteed the right to submit claims to the courts and State-based non-judicial grievance mechanisms of the State Parties. Where a claim is submitted by a person on behalf of victims, this shall be with their consent, unless that person can justify acting on their behalf. State Parties shall provide their domestic judicial and other competent authorities with the necessary jurisdiction in accordance with this (Legally Binding Instrument), as applicable, in order to allow for victim's access to adequate, timely and effective remedies.

9. State Parties shall take adequate and effective measures to guarantee a safe and enabling environment for persons, groups and organizations that promote and defend human rights and the environment, so that they are able to act free from threat, restriction and insecurity.

10. State Parties shall investigate all human rights violations and abuses effectively, promptly, thoroughly and impartially, and where appropriate, take action against those natural or legal persons found responsible, in accordance with domestic and international law.

11. State Parties shall ensure that their domestic laws and courts facilitate access to information through international cooperation, as set out in this (Legally Binding Instrument), and in a manner consistent with their domestic law.

12. State Parties shall provide proper and effective legal assistance to victims throughout the legal process, including by:

- a. *Making information available to victims of their rights and the status of their claims in an appropriate and adequate manner;*
 - b. *Guaranteeing the rights of victims to be heard in all stages of proceedings as consistent with their domestic law;*
 - c. *Avoiding unnecessary costs or delays for bringing a claim and during the disposition of cases and the execution of orders or decrees granting awards;*
 - d. *Providing assistance with all procedural requirements for the presentation of a claim and the start and continuation of proceedings in the courts of that State Party. The State Party concerned shall determine the need for legal assistance, in consultation with the victims, taking into consideration the economic resources available to the victim, the complexity and length of the issues involved in the proceedings.*
 - e. *In no case shall victims that have been granted the appropriate remedy to redress the violation, be required to reimburse any legal expenses of the other party to the claim. In the event that the claim failed to obtain appropriate redress or relief as a remedy, the alleged victim shall not be liable for such reimbursement if such alleged victim demonstrates that such reimbursement cannot be made due to the lack or insufficiency of economic resources on the part of the alleged victim.*
13. *Inability to cover administrative and other costs shall not be a barrier to commencing proceedings in accordance with this (Legally Binding Instrument). State Parties shall assist victims in overcoming such barriers, including through waiving costs where needed. State Parties shall not require victims to provide a warranty as a condition for commencing proceedings.*
 14. *State Parties shall provide effective mechanisms for the enforcement of remedies for violations of human rights, including through prompt execution of national or foreign judgements or awards, in accordance with the present (Legally Binding Instrument), domestic law and international legal obligations.*
 15. *State Parties shall take adequate and effective measures to recognize, protect and promote all the rights recognised in this (Legally Binding Instrument) to persons, groups and organizations that promote and defend human rights and the environment.*
 16. *Subject to domestic law, courts asserting jurisdiction under this (Legally Binding Instrument) may require, where needed, reversal of the burden of proof, for the purpose of fulfilling the victim's access to justice and remedies.*

Article 5. Prevention

1. *State Parties shall regulate effectively the activities of business enterprises within their territory or jurisdiction. For this purpose States shall ensure that their domestic legislation requires all persons conducting business activities, including those of a transnational character, in their territory or jurisdiction, to respect human rights and prevent human rights violations or abuses.*
2. *For the purpose of paragraph 1 of this Article, State Parties shall adopt measures necessary to ensure that all persons conducting business activities, including those of transnational character, to undertake human rights due diligence as follows:*
 - a. *Identify and assess any actual or potential human rights violations or abuses that may arise from their own business activities, or from their contractual relationships;*
 - b. *Take appropriate actions to prevent human rights violations or abuses in the context of its business activities, including those under their contractual relationships;*
 - c. *Monitor the human rights impact of their business activities, including those under their contractual relationships;*
 - d. *Communicate to stakeholders and account for the policies and measures adopted to identify, assess, prevent and monitor any actual or potential human rights violations or abuses that may arise from their activities, or from those under their contractual relationships.*
3. *Measures referred to under the immediately preceding paragraph shall include, but shall not be limited to:*
 - a. *Undertaking environmental and human rights impact assessments in relation to its activities and those under their contractual relationships, integrating the results of such assessments into relevant internal functions and processes, and taking appropriate actions.*
 - b. *Carrying out meaningful consultations with groups whose human rights can potentially be affected by the business activities, and with other relevant stakeholders, through appropriate procedures including through their representative institutions, while giving special attention to those facing heightened risks of violations of human rights within the context of business activities, such as women, children, persons with disabilities, indigenous peoples, migrants, refugees, internally displaced persons and protected populations under occupation or conflict areas. Consultations with indigenous peoples will be undertaken in accordance with the internationally agreed standards of free, prior and informed consultations, as applicable.*

- c. *Reporting publicly and periodically on financial and non-financial matters, including policies, risks, outcomes and indicators on human rights, environment and labour standards concerning the conduct of their business activities, including those of their contractual relationships.*
 - d. *Integrating human rights due diligence requirements in contractual relationships which involve business activities of a transnational character, including through financial contributions where needed.*
 - e. *Adopting and implementing enhanced human rights due diligence measures to prevent human rights violations or abuses in occupied or conflict-affected areas, arising from business activities, or from contractual relationships, including with respect to their products and services;*
- 4. *State Parties shall ensure that effective national procedures are in place to ensure compliance with the obligations laid down under this Article, taking into consideration the potential impact on human rights resulting from the size, nature, context of and risk associated with the business activities, including those of transnational character, and that those procedures are available to all natural and legal persons having a legitimate interest, in accordance with domestic law.*
- 5. *In setting and implementing their public policies with respect to the implementation of this (Legally Binding Instrument), State Parties shall act to protect these policies from commercial and other vested interests of persons conducting business activities, including those of transnational character, in accordance with domestic law.*
- 6. *States Parties may provide incentives and other measures to facilitate compliance with requirements under this Article by small and medium sized undertakings conducting business activities to avoid causing undue additional burdens.*

Article 6. Legal Liability

- 1. *State Parties shall ensure that their domestic law provides for a comprehensive and adequate system of legal liability for human rights violations or abuses in the context of business activities, including those of transnational character.*
- 2. *Liability of legal persons shall be without prejudice to the liability of natural persons.*
- 3. *Civil liability shall not be made contingent upon finding of criminal liability or its equivalent for the same acts.*
- 4. *States Parties shall adopt legal and other measures necessary to ensure that their domestic jurisdiction provides for effective, proportionate, and dissuasive sanctions and reparations to the benefit of the victims where business activities, including those of*

transnational character, have caused harm to victims.

5. *State Parties may require natural or legal persons engaged in business activities to establish and maintain financial security, such as insurance bonds or other financial guarantees to cover potential claims of compensation.*
6. *States Parties shall ensure that their domestic legislation provides for the liability of natural or legal persons conducting business activities, including those of transnational character, for its failure to prevent another natural or legal person with whom it has a contractual relationships, from causing harm to third parties when the former sufficiently controls or supervises the relevant activity that caused the harm, or should foresee or should have foreseen risks of human rights violations or abuses in the conduct of business activities, including those of transnational character, regardless of where the activity takes place.*
7. *Subject to their domestic law, State Parties shall ensure that their domestic legislation provides for criminal, civil, or administrative liability of legal persons for the following criminal offences:*
 - a. *War crimes, crimes against humanity and genocide as defined in articles 6, 7 and 8 of the Rome Statute for the International Criminal Court;*
 - b. *Torture, cruel, inhuman or degrading treatment, as defined in article 1 of the UN Convention against Torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment;*
 - c. *enforced disappearance, as defined in articles 7 and 25 of the International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance;*
 - d. *extrajudicial execution, as defined in Principle 1 of the Principles on the Effective Prevention and Investigation of Extra-Legal, Arbitrary and Summary Executions;*
 - e. *Forced labour as defined in article 2.1 of the ILO Forced Labour Convention 1930 and article 1 of the Abolition of Forced Labour Convention 1957;*
 - f. *The use of child soldiers, as defined in article 3 of the Convention on the Prohibition and Immediate Action for the Elimination of the Worst Forms of Child Labour 1999;*
 - g. *Forced eviction, as defined in the Basic Principles and Guidelines on Development based evictions and displacement;*
 - h. *slavery and slavery-like offences;*
 - i. *Forced displacement of people;*

j. Human trafficking, including sexual exploitation;

k. Sexual and gender-based violence.

8. Such liability shall be without prejudice to the criminal liability under the applicable domestic law of the natural persons who have committed the offences.

9. State Parties shall provide measures under domestic law to establish legal liability for natural or legal persons conducting business activities, including those of a transnational character, for acts that constitute attempt, participation or complicity in a criminal offence in accordance with Article 6 (7) and criminal offences as defined by their domestic law.

Article 7. Adjudicative Jurisdiction

1. Jurisdiction with respect to claims brought by victims, independently of their nationality or place of domicile, arising from acts or omissions that result in violations of human rights covered under this (Legally Binding Instrument), shall vest in the courts of the State where:

a. such acts or omissions occurred; or

b. the victims are domiciled; or

c. the natural or legal persons alleged to have committed such acts or omissions in the context of business activities, including those of a transnational character, are domiciled.

2. A natural or legal person conducting business activities of a transnational character, including through their contractual relationships, is considered domiciled at the place where it has its:

a. place of incorporation; or

b. statutory seat; or

c. central administration; or

d. substantial business interests.

Article 8. Statute of limitations

1. *The State Parties to the present (Legally Binding Instrument) undertake to adopt, in accordance with their domestic law, any legislative or other measures necessary to ensure that statutory or other limitations shall not apply to the prosecution and punishment of all violations of international human rights law and international humanitarian law which constitute the most serious crimes of concern to the international community as a whole.*
2. *Domestic statutes of limitations for violations that do not constitute the most serious crimes of concern to the international community as a whole, including those time limitations applicable to civil claims and other procedures shall allow a reasonable period of time for the investigation and prosecution of the violation, particularly in cases where the violations occurred in another State.*

Article 9. Applicable law

1. *Subject to the following paragraph, all matters of substance or procedure regarding claims before the competent court which are not specifically regulated in the (Legally Binding Instrument) shall be governed by the law of that court, including any rules of such law relating to conflict of laws.*
2. *All matters of substance regarding human rights law relevant to claims before the competent court may, in accordance with domestic law, be governed by the law of another State where:*
 - a) *the acts or omissions that result in violations of human rights covered under this (Legally Binding Instrument) have occurred; or*
 - b) *the victim is domiciled; or*
 - c) *the natural or legal person alleged to have committed the acts or omissions that result in violations of human rights covered under this (Legally Binding Instrument) is domiciled.*
3. *The (Legally Binding Instrument) does not prejudice the recognition and protection of any rights of victims that may be provided under applicable domestic law.*

Article 10. Mutual Legal Assistance

1. *States Parties shall afford one another the widest measure of mutual legal assistance in initiating and carrying out investigations, prosecutions and judicial and other proceedings in relation to claims covered by this (Legally Binding Instrument), including access to information and supply of all evidence at their disposal and necessary for the pro-*

ceedings in order to allow effective, prompt, thorough and impartial investigations.

2. *The requested State Party shall inform the requesting State Party, as soon as possible, of any additional information or documents needed to support the request for assistance and, where requested, of the status and outcome of the request for assistance. The requesting State Party may require that the requested State Party keep confidential the fact and substance of the request, except to the extent necessary to execute the request.*

3. *Mutual legal assistance under this (Legally Binding Instrument) is understood to include, but is not limited to:*

a. Taking evidence or statements from persons;

b. Effecting service of judicial documents;

c. Executing searches and seizures;

d. Examining objects and sites;

e. Providing information, evidentiary items and expert evaluations;

f. Providing originals or certified copies of relevant documents and records, including government, bank, financial, corporate or business records;

g. Identifying or tracing proceeds of crime, property, instrumentalities or other things for evidentiary purposes;

h. Facilitating the voluntary appearance of persons in the requesting State Party;

i. Facilitating the freezing and recovery of assets;

j. Assistance to, and protection of, victims, their families, representatives and witnesses,

consistent with international human rights legal standards and subject to international legal requirements including those relating to the prohibition of torture and other forms of cruel, inhuman or degrading treatment or punishment;

k. Assistance in regard to the application of domestic law;

l. Any other type of assistance that is not contrary to the domestic law of the requested State Party.

4. *Without prejudice to domestic law, the competent authorities of a State Party may, without prior request, transmit and exchange information relating to criminal offences*

covered under this (Legally Binding Instrument) to a competent authority in another State Party where they believe that such information could assist the authority in undertaking or successfully concluding inquiries and criminal proceedings or could result in a request formulated by the latter State Party pursuant to this (Legally Binding Instrument). The transmission and exchange of information shall be without prejudice to inquiries and criminal proceedings in the State of the competent authorities providing the information.

- 5. States Parties shall consider concluding bilateral or multilateral agreements or arrangements whereby, in relation to matters that are subject of investigations, prosecutions or judicial proceedings under this (Legally Binding Instrument), the competent authorities concerned may establish joint investigative bodies. In the absence of such agreements or arrangements, joint investigations may be undertaken by agreement on a case-by-case basis. The States Parties involved shall ensure that the sovereignty of the State Party in whose territory such investigation is to take place is fully respected.*
- 6. States Parties shall carry out their obligations under the previous paragraph in conformity with any treaties or other arrangements on mutual legal assistance that may exist between them. In the absence of such treaties or arrangements, States Parties shall afford one another assistance to the fullest extent possible under domestic and international law.*
- 7. State Parties shall designate a central authority that shall have the responsibility and power to receive requests for mutual legal assistance and either to execute them or to transmit them to the competent authorities for execution, in accordance with their domestic laws.*
- 8. State Parties shall provide legal assistance and other forms of cooperation in the pursuit of access to remedy for victims of human rights violations covered under this (Legally Binding Instrument).*
- 9. Any judgement of a court having jurisdiction in accordance with this (Legally Binding Instrument) which is enforceable in the State of origin of the judgement and is no longer subject to ordinary forms of review shall be recognized and enforced in any State Party as soon as the formalities required in that State Party have been completed, whereby formalities should not be more onerous and fees and charges should not be higher than those required for the enforcement of domestic judgments and shall not permit the re-opening of the merits of the case.*
- 10. Recognition and enforcement may be refused, at the request of the defendant, only if that party furnishes to the competent authority or court where the recognition and enforcement is sought, proof that:
 - a. the defendant was not given reasonable notice and a fair opportunity to present his or her case; or**

- b. where the judgement is irreconcilable with an earlier judgement validly pronounced in another Party with regard to the same cause of action and the same parties; or
 - c. where the judgement is likely to prejudice the sovereignty, security, ordre public or other essential interests of the Party in which its recognition is sought.
11. Mutual legal assistance under this article may be refused by a State Party if the violation to which the request relates is not covered by this (Legally Binding Instrument) or if it would be contrary to the legal system of the requested State Party.
 12. A State Party shall not decline to render mutual legal assistance in claim involving liability for harms or criminal offences, within the scope of this (Legally Binding Instrument) on the ground that the request is considered to involve fiscal matters or bank secrecy.

Article 11. International Cooperation

1. States Parties shall cooperate in good faith to enable the implementation of commitments under this (Legally Binding Instrument) and the fulfilment of the purposes of this (Legally Binding Instrument).
2. State Parties recognize the importance of international cooperation and its promotion for the realization of the purpose of the present (Legally Binding Instrument) and will undertake appropriate and effective measures in this regard, between and among States and, as appropriate, in partnership with relevant international and regional organizations and civil society. Such measures could include, but are not limited to:
 - a. promoting effective technical cooperation and capacity-building among policy makers, operators and users of domestic, regional and international grievance mechanisms;
 - b. Sharing experiences, good practices, challenges, information and training programs on the implementation of the present (Legally Binding Instrument);
 - c. Facilitating cooperation in research and studies on the challenges and good practices and experiences for preventing violations of human rights in the context of business activities, including those of a transitional character.

Article 12. Consistency with International Law

1. States Parties shall carry out their obligations under this (Legally Binding Instrument) in a

manner consistent with the principles of sovereign equality and territorial integrity of States and that of non-intervention in the domestic affairs of other States.

- 2. Notwithstanding art 7.1, nothing in this (Legally Binding Instrument) entitles a State Party to undertake in the territory of another State the exercise of jurisdiction and performance of functions that are reserved exclusively for the authorities of that other State by its domestic law.*
- 3. Nothing in the present (Legally Binding Instrument) shall affect any provisions that are more conducive to the respect, promotion, protection and fulfilment of human rights in the context of business activities and to guaranteeing the access to justice and remedy to victims of human rights violations and abuses in the context of business activities which may be contained:
 - a. In the domestic legislation of a State Party; or*
 - b. In any other regional or international, treaty or agreement in force for that State.**
- 4. The provisions of this (Legally Binding Instrument) shall be applied in conformity with agreements or arrangements on the mutual recognition and enforcement of judgments in force between State Parties.*
- 5. This (Legally Binding Instrument) shall not affect the rights and obligations of the State Parties under the rules of general international law with respect to the international responsibility of States.*
- 6. States Parties agree that any bilateral or multilateral agreements, including regional or sub-regional agreements, on issues relevant to this (Legally Binding Instrument) and its protocols, shall be compatible and shall be interpreted in accordance with their obligations under this (Legally Binding Instrument) and its protocols.*

Section III

Article 13. Institutional Arrangements

Committee

- 1. There shall be a Committee established in accordance with the following procedures:
 - a. The Committee shall consist, at the time of entry into force of the present (Legally Binding Instrument), (12) experts. After an additional sixty ratifications or accessions to the (Legally Binding Instrument), the membership of the Commit-**

- tee shall increase by six members, attaining a maximum number of eighteen members. The members of the Committee shall serve in their personal capacity and shall be of high moral standing and recognized competence in the field of human rights, public international law or other relevant fields.
- b. The experts shall be elected by the State Parties, consideration being given to equitable geographical distribution, the differences among legal systems, gender balanced representation and ensuring that elected experts are not engaged, directly or indirectly, in any activity which might adversely affect the purpose of this (Legally Binding Instrument)
- c. The members of the Committee shall be elected by secret ballot from a list of persons nominated by State Parties. They shall be elected for a term of 4 years and can be re-elected for another term. Each State Party may nominate one person from among its own nationals. Elections of the members of the Committee shall be held at the Conference of State Parties by majority present and voting. At least four months before the date of each election, the Secretary-General of the United Nations shall address a letter to the State Parties inviting them to submit their nominations within two months. The Secretary-General shall prepare a list in alphabetical order of all persons thus nominated, indicating the State Parties which have nominated them, and shall submit it to the State Parties.
- d. The initial election shall be held no later than six months after the date of the entry into force of this (Legally Binding Instrument). The term of six of the members elected at the first election shall expire at the end of two years; immediately after the first election, the names of these six members shall be chosen by lot by the chairperson of the meeting referred to in this Article.
- e. If a member of the Committee dies or resigns or for any other cause can no longer perform his or her Committee duties, the State Party which nominated him or her shall appoint another expert from among its nationals to serve for the remainder of his or her term, subject to the approval of the majority of the States Parties.
- f. The Committee shall establish its own rules of procedure and elect its officers for a term of two years. They may be re-elected.
- g. The Secretary-General of the United Nations shall provide the necessary staff and facilities for the effective performance of the functions of the Committee under this (Legally Binding Instrument). The Secretary-General of the United Nations shall convene the initial meeting of the Committee. After its initial meeting, the Committee shall meet at such times as shall be provided in its rules of procedure.
- h. With the approval of the General Assembly, the members of the Committee estab-

lished under the present (Legally Binding Instrument) shall receive emoluments from United Nations resources on such terms and conditions as the Assembly may decide through the established procedures.

2. *State Parties shall submit to the Committee, through the Secretary-General of the United Nations, reports on the measures they have taken to give effect to their undertakings under this (Legally Binding Instrument), within one year after the entry into force of the (Legally Binding Instrument) for the State Party concerned. Thereafter the State Parties shall submit supplementary reports every four years on any new measures taken and such other reports as the Committee may request.*
3. *The Secretary-General of the United Nations shall transmit the reports to all State Parties.*
4. *The Committee shall have the following functions:*
 - a. *Make general comments and normative recommendations on the understanding and implementation of the (Legally Binding Instrument) based on the examination of reports and information received from the State Parties and other stakeholders;*
 - b. *Consider and provide concluding observations and recommendations on reports submitted by State Parties as it may consider appropriate and forward these to the State Party concerned that may respond with any observations it chooses to the Committee. The Committee may, at its discretion, decide to include this suggestions and general recommendations in the report of the Committee together with comments, if any, from State Parties;*
 - c. *Provide support to the State Parties in the compilation and communication of information required for the implementation of the provisions of the (Legally Binding Instrument);*
 - d. *Submit an annual report on its activities under this (Legally Binding Instrument) to the State Parties and to the General Assembly of the United Nations;*
 - e. *[The Committee may recommend to the General Assembly to request the Secretary-General to undertake on its behalf studies on specific issues relating to the present (Legally Binding Instrument)].*

Conference of States Parties

5. *The States Parties shall meet regularly in a Conference of States Parties in order to consider any matter with regard to the implementation of the (Legally Binding Instrument), including any further development needed towards fulfilling its purposes.*

6. *No later than six months after the entry into force of the present (Legally Binding Instrument), the Conference of the States Parties shall be convened by the Secretary-General of the United Nations. The subsequent meetings shall be convened by the Secretary-General of the United Nations biennially or upon the decision of the Conference of States Parties.*

International Fund for Victims

7. *States Parties shall establish an International Fund for Victims covered under this (Legally Binding Instrument), to provide legal and financial aid to victims. This Fund shall be established at most after (X) years of the entry into force of this (Legally Binding Instrument). The Conference of Parties shall define and establish the relevant provisions for the functioning of the Fund.*

Article 14. Implementation

1. *State Parties shall take all necessary legislative, administrative or other action including the establishment of adequate monitoring mechanisms to ensure effective implementation of this (Legally Binding Instrument).*
2. *Each State Party shall furnish copies of its laws and regulations that give effect to this (Legally Binding Instrument) and of any subsequent changes to such laws and regulations or a description thereof to the Secretary-General of the United Nations, which shall be made publicly available.*
3. *Special attention shall be undertaken in the cases of business activities in conflict-affected areas including taking action to identify, prevent and mitigate the human rights-related risks of these activities and business relationships and to assess and address the heightened risks of abuses, paying special attention to both gender-based and sexual violence.*
4. *In implementing this (Legally Binding Instrument), State Parties shall address the specific impacts of business activities on while giving special attention to those facing heightened risks of violations of human rights within the context of business activities, such as women, children, persons with disabilities, indigenous peoples, migrants, refugees and internal displaced persons.*
5. *The application and interpretation of these Articles shall be consistent with international human rights law and international humanitarian law and shall be without any discrimination of any kind or on any ground, without exception.*

Article 15. Relation with protocols

1. *This (Legally Binding Instrument) may be supplemented by one or more protocols.*
2. *In order to become a Party to a protocol, a State or a regional integration organization must also be a Party to this (Legally Binding Instrument).*
3. *A State Party to this (Legally Binding Instrument) is not bound by a protocol unless it becomes a Party to the protocol in accordance with the provisions thereof.*
4. *Any protocol to this (Legally Binding Instrument) shall be interpreted together with this (Legally Binding Instrument), taking into account the purpose of that protocol.*

Article 16. Settlement of Disputes

1. *If a dispute arises between two or more State Parties about the interpretation or application of this (Legally Binding Instrument), they shall seek a solution by negotiation or by any other means of dispute settlement acceptable to the parties to the dispute.*
2. *When signing, ratifying, accepting, approving or acceding to this (Legally Binding Instrument), or at any time thereafter, a State Party may declare in writing to the Depository that, for a dispute not resolved in accordance with paragraph 1 of this article, it accepts one or both of the following means of dispute settlement as compulsory in relation to any State Party accepting the same obligation:*
 - (a) *Submission of the dispute to the International Court of Justice;*
 - (b) *Arbitration in accordance with the procedure and organization mutually agreed by both State Parties.*
3. *If the State Parties to the dispute have accepted both means of dispute settlement referred to in paragraph 2 of this article, the dispute may be submitted only to the International Court of Justice, unless the State Parties agree otherwise.*

Article 17. Signature, Ratification, Acceptance, Approval and Accession

1. *The present (Legally Binding Instrument) shall be open for signature by all States and by regional integration organizations at United Nations Headquarters in New York as of (date).*
2. *The present (Legally Binding Instrument) shall be subject to ratification, acceptance or approval by signatory States and to formal confirmation by signatory regional integration organizations. It shall be open for accession by any State or regional integration organization which has not signed the (Legally Binding Instrument).*

3. *This (Legally Binding Instrument) shall apply to regional integration organizations within the limits of their competence; subsequently they shall inform the depositary of any substantial modification in the extent of their competence. Such organizations may exercise their right to vote in the Conference of States Parties with a number of votes equal to the number of their member States that are Parties to this (Legally Binding Instrument). Such right to vote shall not be exercised if any of its member States exercises its right, and vice versa.*

Article 18. Entry into force

1. *The present (Legally Binding Instrument) shall enter into force on the thirtieth day after the deposit of the [...] instrument of ratification or accession.*
2. *For each State or regional integration organization ratifying, formally confirming or acceding to the (Legally Binding Instrument) after the deposit of the [...] such instrument, the (Legally Binding Instrument) shall enter into force on the thirtieth day after the deposit of its own such instrument.*

Article 19. Amendments

1. *Any State Party may propose an amendment to the present (Legally Binding Instrument) and submit it to the Secretary-General of the United Nations. The Secretary-General shall communicate any proposed amendments to States Parties, with a request to be notified whether they favour a conference of States Parties for the purpose of considering and deciding upon the proposals. In the event that, within four months from the date of such communication, at least one third of the States Parties favour such a conference, the Secretary-General shall convene the conference under the auspices of the United Nations. Any amendment adopted by a majority of two-thirds of the State Parties present and voting in the Conference of the Parties shall be submitted by the Secretary-General to all State Parties for acceptance.*
2. *An amendment adopted and approved in accordance with this Article shall enter into force on the thirtieth day after the number of instruments of acceptance deposited reaches two-thirds of the number of State Parties at the date of adoption of the amendment. Thereafter, the amendment shall enter into force for any State Party on the thirtieth day following the deposit of its own instrument of acceptance. An amendment shall be binding only on those State Parties which have accepted it.*
3. *If so decided by the Conference of States Parties by consensus, an amendment adopted and approved in accordance with this Article which relates exclusively to the establish-*

ment of the Committee or its functions, and the Conference of States Parties shall enter into force for all State Parties on the thirtieth day after the number of instruments of acceptance deposited reaches twothirds of the number of State Parties at the date of adoption of the amendment.

Article 20. Reservations

- 1. Reservations incompatible with the object and purpose of the present (Legally Binding Instrument) shall not be permitted.*
- 2. Reservations may be withdrawn at any time.*

Article 21. Denunciation

A State Party may denounce the present (Legally Binding Instrument) by written notification to the Secretary-General of the United Nations. The denunciation shall become effective one year after the date of receipt of the notification by the Secretary-General.

Article 22. Depositary and Languages

- 1. The Secretary-General of the United Nations shall be the depositary of the present (Legally Binding Instrument).*
- 2. The Arabic, Chinese, English, French, Russian and Spanish texts of the present (Legally Binding Instrument) shall be equally authentic.*

In witness thereof the undersigned plenipotentiaries, being duly authorized thereto by their respective Governments, have signed the present (Legally Binding Instrument).

Créée en 1947 sous l'impulsion de René Cassin, la **Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH)** est l'**Institution nationale de promotion et de protection des droits de l'homme française, accréditée de statut A par les Nations unies.**

L'action de la CNCDH s'inscrit dans une quadruple mission :

- Conseiller les pouvoirs publics en matière de droits de l'homme ;
- Contrôler l'effectivité des engagements de la France en matière de droits de l'homme et de droit international humanitaire ;
- Assurer un suivi de la mise en oeuvre par la France des recommandations formulées par les comités de suivi internationaux et régionaux ;
- Sensibiliser et éduquer aux droits de l'homme.

L'indépendance de la CNCDH est consacrée par la loi. Son fonctionnement s'appuie sur le principe du pluralisme des idées. Ainsi, seule institution assurant un dialogue continue entre la société civile et les experts français en matière de droits de l'homme, elle est composée de 64 personnalités qualifiées et représentants d'organisations non gouvernementales issues de la société civile.

La CNCDH est le rapporteur national indépendant sur la lutte contre toutes les formes de racisme depuis 1990, sur la lutte contre la traite et l'exploitation des êtres humains depuis 2014, sur la mise en oeuvre des Principes directeurs des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'homme depuis 2017, et sur la lutte contre la haine anti-LGBT depuis avril 2018.

20 Avenue Ségur - TSA 40 720 - 75334 PARIS Cedex 07

Tel : 01.42.75.77.09

Mail : cncdh@cncdh.fr

www.cncdh.fr



@CNCDH



@cncdh.france